

## AMNESTY INTERNATIONAL PUBLIC STATEMENT

24 juin 2019

ASA 35/0587/2019

AILRC-FR

# PHILIPPINES. IL FAUT ARRÊTER DE QUALIFIER LES ORGANISATIONS DE « ROUGES » ET ENQUÊTER SUR LES HOMICIDES DE MILITANTS

En réaction aux homicides de quatre militants philippins sur une période de trois jours, Amnesty International appelle les autorités philippines à cesser de qualifier des organisations légitimes de « rouges » ou de « façades pour le communisme », ce qui, selon ces organisations, a conduit à une recrudescence d'actes de harcèlement et d'attaques par des inconnus à leur encontre. Des militants pacifiques ne devraient pas être pris pour cible en raison de leurs opinions politiques. Les autorités doivent également mener sans délai une enquête approfondie, impartiale et efficace sur ces homicides, et traduire en justice les responsables présumés. Elles doivent prendre des mesures préventives pour garantir, protéger et promouvoir les droits humains des militants et défenseurs des droits humains dans le pays, et garantir le droit des victimes et de leur famille à un recours effectif et à l'accès à la justice.

Karapatan, un groupe local de défense des droits humains, a indiqué que deux membres de son personnel, Ryan Hubilla, 22 ans, et Nelly Bagasala, 69 ans, ont été abattus le 15 juin par des individus non identifiés à Sorsogon City, dans la province de Sorsogon. Le lendemain, le 16 juin, le paysan et militant Nonoy Palma a été abattu devant sa maison de San Fernando, dans la province de Bukidnon, par des inconnus à moto. Le 17 juin, l'ancien militant Neptali Morada se dirigeait à moto vers le capitole provincial lorsqu'il a été abattu par un inconnu à Naga, dans la province de Camarines Sur.

Ryan Hubilla, Nelly Bagasala, Nonoy Palma et Neptali Morada appartenaient tous à des « organisations de gauche » ayant été qualifiées de « rouges » ou ayant été désignées par le gouvernement comme des « façades légales » du Parti communiste des Philippines. Dans un discours de janvier 2018, le président philippin Rodrigo Duterte a déclaré qu'il allait « faire la chasse aux façades légales », en référence aux groupes ayant des liens présumés avec le mouvement communiste, et a réitéré son ordre aux forces armées de « détruire l'appareil [communiste] ». Selon beaucoup de ces groupes, après ces déclarations provocantes, le nombre d'attaques, dont des homicides, commises par des personnes inconnues a augmenté. Préoccupés par la sécurité de leur personnel, Karapatan et plusieurs autres groupes ont déposé au tribunal une demande d'informations et de protection ; Ryan Hubilla avait d'ailleurs prévu de témoigner au cours d'audiences liées à cette demande. Le 7 juin, un groupe d'experts des droits humains des Nations unies a publié une déclaration pour demander aux Nations unies de mener une enquête indépendante sur les violations des droits humains aux Philippines y compris sur les attaques répétées visant les personnes et les institutions défendant les droits humains, continuant ainsi de prouver les menaces posées aux défenseurs des droits humains et aux militants.

Amnesty International appelle les autorités philippines à remplir leurs obligations internationales de respecter, protéger, promouvoir et appliquer les droits des militants et défenseurs des droits humains, y compris leurs droits à la vie, à la liberté d'expression et à la liberté de réunion pacifique. L'ensemble de ces droits est garanti par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel les Philippines sont partie. Amnesty International appelle en particulier les autorités judiciaires à conduire sans délai des enquêtes approfondies, impartiales et efficaces sur les homicides de militants et défenseurs des droits humains dans le pays. Les autorités philippines devraient également ordonner publiquement à leurs responsables de cesser de harceler et d'intimider les militants et défenseurs des droits humains simplement en raison de leur travail pour les droits humains. Les autorités devraient encourager le travail des militants et défenseurs des droits humains, qui met parfois la vie de ces défenseurs en danger, au lieu de le dénigrer.

Tandis que la situation des droits humains aux Philippines continue de se détériorer, Amnesty International a appelé des États membres du Conseil des droits de l'homme des Nations unies à ouvrir une enquête indépendante sur les violations des droits humains commises dans le contexte de la « guerre contre la drogue ». Cette enquête devrait examiner, entre autres, les attaques menées contre des militants et défenseurs des droits humains.

## COMPLÉMENT D'INFORMATION

Selon le groupe de défense des droits humains Karapatan, [Ryan Hubilla et Nelly Bagasala](#) venaient en aide à des prisonniers politiques, dont trois avaient été remis en liberté la veille des homicides perpétrés contre Ryan Hubilla et Nelly Bagasala. Ils étaient en outre placés sous surveillance en raison de leur travail. Le groupe de paysans Kilusang Magbubukid ng Pilipinas a indiqué que [Nonoy Palma](#) était membre de leur antenne locale. [Neptali Morada](#) était coordinateur régional pour la Nouvelle alliance nationaliste (Bayan) jusqu'en 2000, et il travaillait pour un ancien responsable politique local lorsqu'il a été tué. Toutefois, selon Bayan, Neptali Morada était toujours soumis à une surveillance et à des actes de harcèlement, même après avoir quitté le groupe.

Selon les médias, Oscar Albayalde, chef de la police nationale, a déclaré avoir demandé l'ouverture d'une enquête sur ces homicides. Cependant, d'après des informations, il aurait dit à Karapatan qu'il revenait à l'organisation de prouver que Ryan Hubilla et Nelly Bagasala étaient effectivement membres de son personnel, et il aurait ajouté qu'il était possible que Karapatan soit simplement en train de « [tirer parti](#) » de la situation en accusant les autorités nationales.